

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats du deuxième trimestre de 2013¹⁾

BRAMPTON, ONTARIO Le 24 juillet 2013 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers non audités pour le deuxième trimestre clos le 15 juin 2013. Le rapport du deuxième trimestre de la société sera disponible sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société à l'adresse loblaw.ca et sera déposé auprès de SEDAR et disponible à l'adresse sedar.com.

Résumé du deuxième trimestre de 2013¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,63 \$, en hausse de 14,5 % comparativement à 0,55 \$ au deuxième trimestre de 2012.
- Marge du BAIIA²⁾ de 6,8 %, en comparaison de 6,4 % au deuxième trimestre de 2012.
- Produits de 7 520 millions de dollars, en hausse de 2,0 % par rapport au deuxième trimestre de 2012.
- Croissance de 1,9 % du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail et de 1,1 % du chiffre d'affaires des magasins comparables³⁾, comparativement au deuxième trimestre de 2012.

« Plus tôt ce mois-ci, nous avons annoncé la conclusion réussie du PAPE de la FPI Propriétés de Choix. Ce faisant, nous avons libéré une valeur considérable pour les actionnaires et nous avons établi une nouvelle plateforme de croissance intéressante pour Loblaw. La semaine dernière, nous avons également annoncé une combinaison transformationnelle avec Shoppers Drug Mart/Pharmaprix. Ces deux transactions marquent le début d'une ère nouvelle pour Loblaw, » a déclaré Galen G. Weston, président du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « Le regroupement de Loblaw et de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix reposera sur les solides assises que Vicente a construites de concert avec son équipe au cours des deux dernières années. Il constituera un excellent ajout stratégique à nos actifs existants et ouvrira la voie à la création de davantage de valeur pour nos actionnaires. »

« Nous sommes également heureux des progrès que nous avons réalisés au cours du trimestre. Nos investissements en vue d'améliorer notre proposition faite aux clients se sont encore une fois traduits par une augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables dans un contexte hautement concurrentiel, » a poursuivi M. Weston. « Parallèlement, une meilleure composition de l'offre et une gestion efficace des dépenses nous ont permis d'accroître notre bénéfice. Pour refléter notre performance pour l'exercice à ce jour, nous révisons nos perspectives à la hausse et nous attendons à une croissance à un chiffre, se situant dans le milieu de la fourchette, du résultat opérationnel pour l'exercice 2013. »

Résultats opérationnels trimestriels consolidés

Pour les périodes closes le 15 juin 2013
et le 16 juin 2012 (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf
indication contraire)

	2013 (12 semaines)	2012 ⁴⁾ (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2013 (24 semaines)	2012 ⁴⁾ (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	7 520 \$	7 375 \$	145 \$	2,0 %	14 722 \$	14 312 \$	410 \$	2,9 %
Résultat opérationnel	322	290	32	11,0 %	631	529	102	19,3 %
Bénéfice net	178	156	22	14,1 %	349	278	71	25,5 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,63	0,55	0,08	14,5 %	1,24	0,99	0,25	25,3 %
Marge opérationnelle ³⁾	4,3 %	3,9 %			4,3 %	3,7 %		
BAIIA ²⁾	513 \$	469 \$	44 \$	9,4 %	1 005 \$	878 \$	127 \$	14,5 %
Marge du BAIIA ²⁾	6,8 %	6,4 %			6,8 %	6,1 %		

- 1) Le présent communiqué de presse renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 5 du présent communiqué de presse pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et des projections formulées dans les présentes et pour connaître les principaux facteurs et hypothèses pris en compte lors de l'établissement de ces énoncés. Le présent communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être consultés à l'adresse sedar.com ou à l'adresse loblaw.ca.
- 2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 6 du présent communiqué de presse.
- 3) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire à la page 107 du Rapport annuel 2012 de la société.
- 4) Certains chiffres de 2012 ont été retraités en raison de l'application de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, dans sa version modifiée. Voir la rubrique « Normes comptables appliquées en 2013 et changements de méthodes comptables importantes » du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2013 de la société.

- L'augmentation de 145 millions de dollars des produits par rapport au deuxième trimestre de 2012 est principalement attribuable à une hausse du résultat du secteur Vente au détail.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 32 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre de 2012, ce qui s'explique par une augmentation de respectivement 19 millions de dollars et 13 millions de dollars du résultat opérationnel des secteurs Vente au détail et Services financiers. Le résultat opérationnel comprend les éléments significatifs suivants :
 - Une charge de 8 millions de dollars (10 millions de dollars en 2012) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010;
 - Une charge de 6 millions de dollars (5 millions de dollars en 2012) découlant de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions.
- Pour le deuxième trimestre de 2013, la marge opérationnelle¹⁾ s'est établie à 4,3 %, en comparaison de 3,9 % pour le trimestre correspondant de 2012.
- L'augmentation de 22 millions de dollars du bénéfice net par rapport au deuxième trimestre de 2012 est principalement attribuable à la hausse du résultat opérationnel, partiellement neutralisée par l'augmentation du taux d'impôt effectif de la société.
- Le bénéfice net de base par action ordinaire a subi l'incidence des éléments significatifs suivants :
 - Une charge de 0,02 \$ au deuxième trimestre (0,02 \$ en 2012) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010;
 - Une charge de 0,02 \$ au deuxième trimestre (0,02 \$ en 2012) découlant de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions.
- Au deuxième trimestre de 2013, la société a engagé 190 millions de dollars en dépenses d'investissement.

Résultats opérationnels du secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 15 juin 2013
et le 16 juin 2012 (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf
indication contraire)

	2013 (12 semaines)	2012 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2013 (24 semaines)	2012 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Chiffre d'affaires	7 372 \$	7 236 \$	136 \$	1,9 %	14 409 \$	14 044 \$	365 \$	2,6 %
Marge brute	1 643	1 611	32	2,0 %	3 219	3 140	79	2,5 %
Résultat opérationnel	294	275	19	6,9 %	573	500	73	14,6 %
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables ¹⁾	1,1 %	0,2 %			1,9 %	(0,3) %		
Marge brute exprimée en pourcentage	22,3 %	22,3 %			22,3 %	22,4 %		
Marge opérationnelle ¹⁾	4,0 %	3,8 %			4,0 %	3,6 %		

- Les produits tirés du secteur Vente au détail ont augmenté de 136 millions de dollars, ou 1,9 %, au deuxième trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des éléments suivants :
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables¹⁾ a affiché une croissance de 1,1 % (0,2 % en 2012) et de 1,0 % (0,3 % en 2012) si l'on ne tient pas compte des postes d'essence;
 - La croissance du chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires a été modeste;
 - Le chiffre d'affaires tiré des produits pharmaceutiques n'a pas connu de croissance;
 - Le chiffre d'affaires tiré des postes d'essence a connu une forte croissance;
 - Le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exclusion des vêtements, a légèrement diminué;
 - La croissance du chiffre d'affaires tiré des vêtements a été solide;
 - L'indice interne moyen trimestriel du prix des aliments de la société n'a pas connu de croissance au deuxième trimestre de 2013 (inflation modeste en 2012) et a été inférieur à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 1,5 % (2,5 % en 2012), calculée selon l'indice des prix à la consommation des aliments achetés au magasin (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition précise de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw;
 - Au cours des 12 derniers mois, 23 magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 13 les ont fermées, ce qui a donné lieu à une augmentation nette de 0,4 million de pieds carrés, ou 0,8 %, de la superficie.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire à la page 107 du Rapport annuel 2012 de la société.

- La marge brute a progressé de 32 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013 comparativement à celle du deuxième trimestre de 2012, en raison essentiellement de la croissance du chiffre d'affaires. La marge brute exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires s'est établie à 22,3 % au deuxième trimestre de 2013, soit le même pourcentage qu'au deuxième trimestre de 2012, et elle tient compte de la modification de la composition du chiffre d'affaires et des investissements soutenus effectués au chapitre des marges sur les produits alimentaires, partiellement contrebalancés par l'amélioration des marges dégagées sur les articles de marchandise générale, y compris les vêtements, la baisse des frais de transport et l'amélioration au chapitre des pertes.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 19 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre de 2012, grâce à l'incidence favorable de la croissance de la marge brute et à l'incidence du change, partiellement neutralisées par la hausse des coûts opérationnels, y compris les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. La marge opérationnelle¹⁾ s'est quant à elle établie à 4,0 % au deuxième trimestre de 2013, en comparaison de 3,8 % pour la période correspondante de 2012.

Résultats opérationnels du secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 15 juin 2013
et le 16 juin 2012 (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf
indication contraire)

	2013 (12 semaines)	2012 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2013 (24 semaines)	2012 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	148 \$	139 \$	9 \$	6,5 %	313 \$	268 \$	45 \$	16,8 %
Résultat opérationnel	28	15	13	86,7 %	58	29	29	100,0 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	18	4	14	350,0 %	37	8	29	362,5 %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)
(non audité)

	Au 15 juin 2013	Au 16 juin 2012	Variation (en \$)	Variation (en %)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 253 \$	2 049 \$	204 \$	10,0 %
Créances sur cartes de crédit	2 279	2 058	221	10,7 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	43	36	7	19,4 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	13,5 %	12,7 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	4,3 %	4,4 %		

- Les produits inscrits pour le deuxième trimestre de 2013 ont augmenté de 6,5 % comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2012. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des produits de PC Télécom qui a résulté de la croissance des activités des kiosques Boutique Mobile et par l'augmentation des produits d'intérêts qui a découlé de la hausse des soldes de créances sur cartes de crédit.
- Le résultat opérationnel et le bénéfice avant impôt sur le résultat se sont accrus de respectivement 13 millions de dollars et 14 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2012, en raison essentiellement de la hausse des produits dont il est question plus haut, des efficacités enregistrées à l'égard de questions d'ordre opérationnel et de la baisse des coûts liés à la renégociation des contrats des fournisseurs, partiellement contrebalancées par les investissements liés aux kiosques Boutique Mobile.

Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix

Après la clôture du trimestre, dans le cadre de son acquisition d'immeubles et d'actifs connexes de Loblaw pour environ 7 milliards de dollars, la Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix ») a conclu un premier appel public à l'épargne (le « PAPE ») visant un placement de 460 millions de dollars de ses parts de fiducie (les « parts »), placement qui comprend l'exercice d'une option de surallocation de 60 millions de dollars. Propriétés de Choix a également réalisé un placement de 200 millions de dollars de ses parts auprès de George Weston limitée. Les parts ont été émises au prix de 10,00 \$ chacune et le produit brut s'est chiffré à 660 millions de dollars. Après l'exercice de l'option de surallocation, Loblaw détenait une participation véritable de 81,7 % dans Propriétés de Choix grâce à la propriété de 21 500 000 parts et de 272 497 871 parts de catégorie B de société en commandite, qui ont une valeur économique équivalant aux parts et qui sont échangeables contre celles-ci. À la clôture du placement, la société a comptabilisé des coûts de transaction d'environ 40 millions de dollars dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières relativement à la conclusion du PAPE.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire à la page 107 du Rapport annuel 2012 de la société.

Parallèlement au placement des parts, Propriétés de Choix a conclu un appel public à l'épargne d'un montant en capital global de 600 millions de dollars visant des débentures non garanties de premier rang (les « débentures »). Les débentures comprennent des débentures de série A de 400 millions de dollars, d'une durée de 5 ans, assorties d'un coupon de 3,554 % l'an et des débentures de série B de 200 millions de dollars, d'une durée de 10 ans, assorties d'un coupon de 4,903 % l'an. Une partie du produit de l'émission des titres d'emprunt a été utilisée pour renflouer les comptes de trésorerie ayant servi à rembourser le billet du placement privé libellé en dollars américains de 150 millions de dollars américains arrivé à échéance au deuxième trimestre de 2013 ainsi que pour régler par anticipation le billet restant du placement privé libellé en dollars américains de 150 millions de dollars américains au troisième trimestre de 2013 et les coûts connexes d'environ 18 millions de dollars liés au remboursement anticipé, coûts qui seront comptabilisés dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Accord visant l'acquisition de Corporation Shoppers Drug Mart

Après la clôture du deuxième trimestre, la société a conclu un accord définitif aux termes duquel elle fera l'acquisition de toutes les actions ordinaires en circulation de Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix ») contre 33,18 \$ en espèces et 0,5965 action ordinaire de Loblaw par action ordinaire de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix selon une répartition proportionnelle intégrale. Selon le prix de l'action ordinaire de Loblaw à la clôture des marchés le 12 juillet 2013, le prix d'achat s'établirait à environ 12,4 milliards de dollars. La société prévoit que la transaction sera menée à terme d'ici six à sept mois. Sa conclusion est assujettie à diverses approbations, notamment celle des actionnaires de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix et celle des tribunaux, au respect de la *Loi sur la concurrence* (Canada), à l'approbation d'autres organismes de réglementation ainsi qu'au respect de certaines conditions de clôture qui sont habituelles dans le cadre de transactions de cette nature.

Dans le cadre de cet accord, la société a conclu des facilités de crédit engagées. Ces facilités engagées se composent d'un emprunt à terme de 3,5 milliards de dollars et d'un crédit relai de 1,6 milliard de dollars qui ne seront utilisés qu'à la conclusion de l'acquisition. Par suite de la conclusion de l'accord et des engagements connexes, Dominion Rating Bond Service (« DBRS ») a placé les cotes de solvabilité de Loblaw et de Propriétés de Choix sous examen avec perspective évolutive, et Standard and Poor's (« S&P ») a placé les cotes de solvabilité de Loblaw et de Propriétés de Choix sous surveillance avec perspective négative. La société s'attend à ce que DBRS et S&P procèdent à leur examen au cours des prochaines semaines.

Perspectives¹⁾

Au deuxième trimestre, la société a continué de faire des progrès au chapitre de la mise en œuvre de sa stratégie. Compte tenu de l'amélioration de la performance financière pour l'exercice à ce jour comparativement à la première moitié de 2012 et des prévisions révisées en ce qui a trait au reste de l'exercice, la direction prévoit maintenant une croissance à un chiffre, se situant dans le milieu de la fourchette, du résultat opérationnel pour 2013, alors qu'elle s'attendait jusqu'ici à enregistrer une hausse à un chiffre, se situant dans le bas de la fourchette, du résultat opérationnel pour l'ensemble de l'exerciceⁱ⁾.

La société s'attend à ce que ses gains en matière d'efficience opérationnelle viennent compenser les coûts liés à la mise en œuvre de son infrastructure de technologies de l'information (les « TI ») et les frais connexes, de même que les investissements dans les prix, l'assortiment des produits et la main-d'œuvre.

La concurrence au sein du secteur canadien de la vente au détail demeure vive et la société s'attend toujours à ce que la croissance du chiffre d'affaires en 2013 soit freinée par une augmentation soutenue de la superficie en pieds carrés des magasins concurrents, par l'arrivée d'un nouveau concurrent sur le marché et par la déflation touchant les médicaments génériques.

De plus, pour l'exercice 2013 en entier, la société prévoit :

- être assujettie à un taux d'impôt effectif de 26 % à 27 %, en comparaison de 24,9 % en 2012;
- que l'adoption des modifications de la norme comptable relative aux avantages du personnel, entraînera le retraitement des états financiers consolidés de 2012 afin de tenir compte d'une réduction du bénéfice net d'environ 16 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action, inscrit pour cet exercice;
- engager des dépenses d'investissement d'environ 1 milliard de dollars, soit le même montant qu'en 2012, ce qui se traduira par une croissance d'environ 1 % de la superficie nette en pieds carrés destinée à la vente au détail.

i) Le calcul du résultat opérationnel ne tient pas compte des éléments suivants : la charge de restructuration de 61 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2012, le profit de 51 millions de dollars comptabilisé au premier trimestre relativement à des modifications apportées à certains régimes à prestations définies ainsi que les coûts liés à la création de Propriétés de Choix et à la clôture récente de son PAPE de même qu'à l'accord récemment annoncé visant Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

1) Voir les énoncés prospectifs à la page 5 du présent communiqué de presse.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse de Les Compagnies Loblaw limitée renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Les énoncés prospectifs particuliers qui figurent dans le présent communiqué de presse renferment plus particulièrement, mais sans s'y limiter, des énoncés concernant les résultats futurs attendus, les dépenses d'investissement prévues, l'état et l'incidence du déploiement des systèmes de TI, la conjoncture du secteur de la vente au détail au Canada et la mise en œuvre des plans futurs de la société. Ces énoncés prospectifs particuliers figurent tout au long du présent communiqué de presse, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique « Perspectives ». Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses actuelles de la société, lesquelles se fondent sur la perception qu'a la direction des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la direction, sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance opérationnelle et financière pour 2013 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait à la croissance des produits, aux économies de coûts et à l'efficacité opérationnelle prévues, aux taux d'impôt effectifs, qui ne devraient pas subir de modifications imprévues, au plan de la société consistant à augmenter la superficie nette de vente au détail de 1 % et à l'absence d'événements défavorables ou de coûts imprévus touchant les investissements de la société dans les TI et la chaîne d'approvisionnement. Les estimations, opinions et hypothèses sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs, et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement des estimations, des opinions et des hypothèses exprimées explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs, notamment :

- l'incapacité d'obtenir les résultats attendus, y compris la croissance des produits et les économies de coûts ou l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment celles liées à la restructuration;
- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les systèmes de TI de la société, y compris le déploiement des systèmes de TI de la société, ou l'obtention de résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société à soutenir les besoins de celle-ci;
- une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment des taux d'inflation ou de déflation, ainsi que les variations des taux d'intérêt, des cours de change et des cours des dérivés et des marchandises;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incidence des obligations éventuelles en matière d'environnement;
- l'incapacité de s'adapter à l'évolution des goûts des consommateurs et aux modifications des habitudes d'achat;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité des fournisseurs;
- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la réduction des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance-médicaments publics et l'élimination ou la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- les changements dans les passifs d'impôt de la société, notamment l'impôt sur le résultat, ainsi que dans les passifs liés à la réglementation et aux taxes à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales, des règlements sur les impôts ou des cotisations futures;
- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation ou à ses régimes de retraite multi-employeurs auxquels elle cotise en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- le risque que la société subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittaient pas de leurs obligations prévues aux termes des contrats conclus avec celles-ci;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit;

- l'incapacité de Propriétés de Choix de mettre en œuvre son plan et d'obtenir les résultats prévus;
- l'incapacité de conclure l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix ou de réaliser les avantages stratégiques ou les synergies opérationnelles, concurrentielles ou de coûts prévus.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, à l'occasion, auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du rapport de gestion ainsi qu'à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques », qui figure aux pages 25 à 33 du Rapport annuel 2012 – Revue financière de la société (le « Rapport annuel 2012 »). Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent communiqué de presse. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice avant impôt sur le résultat, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « BAIIA ») avec le résultat opérationnel, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR et présenté dans les comptes consolidés résumés de résultat pour les périodes de 12 et de 24 semaines closes le 15 juin 2013 et le 16 juin 2012. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités courantes et la capacité de la société à générer des flux de trésorerie afin de financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits.

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2013 (12 semaines)	2012 ¹⁾ (12 semaines)	2013 (24 semaines)	2012 ¹⁾ (24 semaines)
Bénéfice net	178 \$	156 \$	349 \$	278 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Impôt sur le résultat	64	53	126	91
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	80	81	156	160
Résultat opérationnel	322	290	631	529
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	191	179	374	349
BAIIA	513 \$	469 \$	1 005 \$	878 \$

1) Certains chiffres de 2012 ont été retraités en raison de l'application de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, dans sa version modifiée. Voir la rubrique « Normes comptables appliquées en 2013 et changements de méthodes comptables importantes » du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2013 de la société.

Principales informations financières

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières trimestrielles, qui ont été préparées par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et qui s'appuient sur le rapport du deuxième trimestre de 2013 aux actionnaires de la société. Ces informations financières ne contiennent pas la totalité des informations à fournir pour les périodes intermédiaires aux termes des IFRS; par conséquent, elles doivent être lues en parallèle avec le Rapport annuel 2012 et le rapport du deuxième trimestre de 2013 aux actionnaires de la société, qui sont disponibles sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société, à l'adresse loblaw.ca.

Comptes consolidés résumés de résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	15 juin 2013 (12 semaines)	16 juin 2012 ¹⁾ (12 semaines)	15 juin 2013 (24 semaines)	16 juin 2012 ¹⁾ (24 semaines)
Produits	7 520 \$	7 375 \$	14 722 \$	14 312 \$
Coût des marchandises vendues	5 741	5 632	11 215	10 916
Frais de vente et charges générales et administratives	1 457	1 453	2 876	2 867
Résultat opérationnel	322 \$	290 \$	631 \$	529 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	80	81	156	160
Bénéfice avant impôt sur le résultat	242 \$	209 \$	475 \$	369 \$
Impôt sur le résultat	64	53	126	91
Bénéfice net	178 \$	156 \$	349 \$	278 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars)				
De base	0,63 \$	0,55 \$	1,24 \$	0,99 \$
Dilué	0,63 \$	0,55 \$	1,23 \$	0,98 \$

1) Certains chiffres de 2012 ont été retraités. Voir la note 2 du rapport du deuxième trimestre de 2013 aux actionnaires de la société.

Bilans consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 15 juin 2013	Au 16 juin 2012 ¹⁾	Au 29 décembre 2012 ¹⁾
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	771 \$	923 \$	1 079 \$
Placements à court terme	847	718	716
Créances	479	459	456
Créances sur cartes de crédit	2 279	2 058	2 305
Stocks	2 011	1 890	2 007
Impôt sur le résultat recouvrable	—	5	—
Charges payées d'avance et autres actifs	149	147	74
Actifs détenus en vue de la vente	26	23	30
Total des actifs courants	6 562	6 223	6 667
Immobilisations corporelles	8 937	8 765	8 973
Immeubles de placement	97	95	100
Goodwill et immobilisations incorporelles	1 059	1 063	1 057
Impôt différé	260	263	260
Dépôts de garantie	224	244	252
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés	365	358	363
Autres actifs	213	258	289
Total des actifs	17 717 \$	17 269 \$	17 961 \$
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres passifs	3 482 \$	3 356 \$	3 720 \$
Provisions	54	40	78
Impôt sur le résultat à payer	26	—	21
Dette à court terme	905	905	905
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	1 125	226	672
Total des passifs courants	5 592	4 527	5 396
Provisions	63	47	59
Dette à long terme	4 386	5 369	4 997
Impôt différé	19	18	18
Titres de participation	223	222	223
Autres passifs	743	968	849
Total des passifs	11 026	11 151	11 542
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Capital social ordinaire	1 627	1 544	1 567
Résultats non distribués	5 001	4 516	4 792
Surplus d'apport	63	53	55
Cumul des autres éléments du résultat global	—	5	5
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	6 691	6 118	6 419
Total des passifs et des capitaux propres attribuables aux actionnaires	17 717 \$	17 269 \$	17 961 \$

1) Certains chiffres de 2012 ont été retraités. Voir la note 2 du rapport du deuxième trimestre de 2013 aux actionnaires de la société.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	15 juin 2013 (12 semaines)	16 juin 2012 ¹⁾ (12 semaines)	15 juin 2013 (24 semaines)	16 juin 2012 ¹⁾ (24 semaines)
Activités opérationnelles				
Bénéfice net	178 \$	156 \$	349 \$	278 \$
Impôt sur le résultat	64	53	126	91
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	80	81	156	160
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	191	179	374	349
Impôt sur le résultat payé	(64)	(53)	(128)	(122)
Intérêts perçus	17	20	27	27
Règlement de contrats à livrer sur actions	—	—	(16)	—
Règlement de swaps de monnaies	8	—	8	—
Variation des créances sur cartes de crédit	(104)	(71)	26	43
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	204	241	(325)	(292)
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes	6	—	6	3
Profit sur la sortie d'actifs	—	(2)	(1)	(2)
Profit lié aux modifications apportées aux régimes à prestations définies	—	—	(51)	—
Autres	(8)	(5)	(8)	7
Entrées nettes liées aux activités opérationnelles	572	599	543	542
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(190)	(233)	(309)	(367)
Variation des placements à court terme	3	79	(115)	36
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	9	15	11	16
Variation des placements dans des franchises et autres créances	17	20	25	3
Variation des dépôts de garantie	(17)	8	30	22
Entrées d'immobilisations incorporelles	—	(41)	(9)	(41)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(178)	(152)	(367)	(331)
Activités de financement				
Dette à long terme				
Émise	—	14	10	37
Remboursée	(198)	(44)	(224)	(73)
Intérêts payés	(94)	(96)	(158)	(159)
Dividendes versés	(62)	(59)	(124)	(59)
Actions ordinaires				
Émises	44	2	55	4
Rachetées et détenues en fiducie	—	—	(46)	—
Rachetées aux fins d'annulation	—	(2)	—	(4)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(310)	(185)	(487)	(254)
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2)	4	3	—
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	82	266	(308)	(43)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	689	657	1 079	966
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	771 \$	923 \$	771 \$	923 \$

1) Certains chiffres de 2012 ont été retraités. Voir la note 2 du rapport du deuxième trimestre de 2013 aux actionnaires de la société.

Rapport annuel 2012 et rapport du deuxième trimestre de 2013 aux actionnaires

Le Rapport annuel 2012 ainsi que le rapport du deuxième trimestre de 2013 aux actionnaires de la société sont disponibles sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société à l'adresse loblaw.ca ou à l'adresse sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Personne-ressource pour les investisseurs
Jonathan Ross
Directeur, Relations avec les investisseurs
905-861-2153
investor@loblaw.ca

Personne-ressource pour les médias
Julija Hunter
Vice-présidente, Relations publiques
905-861-2437
pr@loblaw.ca

Des informations financières supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 24 juillet 2013, à 11 h, HAE.

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 97883192. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, à l'adresse loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs, puis cliquer sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw limitée, à l'adresse loblaw.ca.